

«La dernière bougie de l'Europe»

**La Suisse, contre-modèle au centralisme bruxellois ...
cela pourrait bien prendre fin suite au traité-cadre avec l'UE**

par Michael Straumann*



Michael Straumann.
(Photo mad)

Le projet de traité-cadre avec l'Union européenne est un sujet qui ne cesse de faire débat en Suisse. C'est ainsi qu'une nouvelle lutte de pouvoir a éclaté fin mai au Palais fédéral à Berne. Les parlementaires se disputent pour savoir quelle commission – doit être compétente pour le «paquet

d'accords Suisse-UE».

Les *Commissions de politique étrangère* (CPE) du Conseil national et du Conseil des Etats, connues pour leur affinité avec l'Union européenne, tiennent absolument à s'approprier ce dossier. Depuis un certain temps déjà, la question de savoir si le paquet d'accords doit être soumis à la majorité simple ou à la double majorité fait l'objet de débats. Une majorité simple signifie que seule la majorité des votants est nécessaire pour l'adoption du projet. La double majorité exige en outre l'accord des cantons, c'est-à-dire une majorité des 26 cantons.

Le lobby pro-UE, fortement représenté au sein des commissions de politique étrangère, n'a naturellement que peu d'intérêt pour des obstacles aussi élevés. Les petits cantons ruraux de Suisse centrale se montrent traditionnellement nettement plus sceptiques à l'égard de l'UE que les grands cantons urbains. C'est pourquoi les Commissions de politique étrangère tentent de prendre ce dossier sous leur aile.

Les *Commissions des institutions politiques* (CIP), qui sont notamment compétentes pour les questions d'organisation de l'Etat, veulent mettre un frein à cette situation. Ainsi, *Andrea Caroni*,

* Michael Straumann, né en 1998, est rédacteur pour le magazine «Schweizer Monat» et étudie les sciences politiques à l'Université de Zurich. Il est l'éditeur de «StrauMedia».



Siège de la Commission européenne à Bruxelles. «La Suisse incarne le contre-modèle vivant de l'UE.» (Photo jpv)

conseiller aux Etats du PLR, a lancé une proposition selon laquelle une double majorité serait requise pour le paquet d'accords.¹ Une majorité du CIP-N [Conseil national] s'est prononcée en faveur de la proposition de Caroni. Par ailleurs, les CIP ont annoncé leur intention de lancer une nouvelle initiative parlementaire afin de garantir «que cette initiative puisse être élaborée», comme l'indique un communiqué officiel.

L'Europe en déclin

Ce qui peut sembler à première vue peu spectaculaire pour le citoyen européen non concerné ne doit pas être sous-estimé. Car c'est en Suisse que seront posés, dans les mois et les années à venir, les jalons de l'avenir du continent européen.

La Suisse est la dernière bougie de l'Europe dont la flamme de la liberté brûle encore un peu. Le reste de l'Europe est sur le déclin. L'Union européenne porte une responsabilité déterminante dans cette évolution. Depuis plus de trois décennies, l'intégration politique progresse – et la tendance est toujours la même: davantage de centralisation, de réglementation excessive, de surveillance, d'atteintes aux droits fondamentaux des citoyens, d'expropriation, une criminalité

croissante et un démantèlement insidieux de la participation démocratique.

A l'aide d'instruments tels que le «Digital Services Act», le «European Digital Identity Wallet» et l'introduction de l'euro numérique, les eurocrates travaillent d'arrache-pied pour transformer le continent en une prison numérique dont les détenus ne pourraient plus s'échapper.

Certains Etats ont réussi, pendant un certain temps, à résister à cette perte progressive de souveraineté face à Bruxelles. Mais entre-temps, même la Hongrie, autrefois fer de lance des forces souverainistes en Europe, a succombé. *Viktor Orbán* n'a personne d'autre à blâmer que lui-même pour sa défaite électorale. Il n'a jamais vraiment réussi à maîtriser les manœuvres corrompues au sein de son entourage – à moins qu'il n'ait jamais eu la volonté sincère de les éliminer.

Un pays profondément européen

La Suisse reste ainsi le dernier contre-modèle à ce désert centraliste. Depuis des années, Bruxelles harcèle la Confédération, bien que les responsables politiques de Berne ne cessent de faire des concessions aux eurocrates dans un esprit d'obéissance anticipée. Ainsi, l'UE a exclu la Suisse du programme de recherche Horizon après que celle-ci eut refusé, dès la première tentative en mai 2021, d'approuver l'ensemble des accords.

De par son organisation politique décentralisée, la Suisse est un pays profondément européen. Elle incarne exactement ce que le vénérable économiste allemand *Wilhelm Röpke* a écrit autrefois à propos du continent.² L'Europe est une «unité dans la diversité», raison pour laquelle «tout ce qui est centraliste constitue une trahison et un viol de l'Europe, y compris dans le domaine économique».

En toute logique, l'expert financier *Andreas Marquart* et *Philipp Bagus*, professeur d'économie à l'*Universidad Rey Juan Carlos de Madrid*, affirment également que les véritables ennemis de l'Europe sont ceux qui se détournent de «l'idée d'une Europe politiquement fragmentée, empreinte de diversité et de liberté».³ L'Union européenne est donc, de par son orientation fondamentalement idéologique, profondément non européenne.

La Suisse est une épine dans le pied de l'UE, car elle est considérée par de nombreux Européens comme un exemple éclatant montrant

que les choses pourraient fonctionner autrement. Les Allemands, en particulier, avec lesquels je m'entretiens, ne tarissent souvent pas d'éloges sur l'architecture institutionnelle de la Suisse – même si celle-ci est parfois quelque peu idéalisée. Néanmoins, le mythe de la Suisse reste pour beaucoup une lueur d'espoir indiquant que l'Europe n'est pas encore tout à fait perdue.

Et c'est précisément cet espoir que Bruxelles et ses alliés idéologiques en Suisse veulent, j'en suis convaincu, anéantir. La Suisse incarne le contre-modèle vivant de l'UE: le fédéralisme et la subsidiarité plutôt que le centralisme. La démocratie directe plutôt que la technocratie. Le système de milice plutôt que les politiciens de carrière. La neutralité plutôt que le bellicisme.

Ce que risque d'entraîner le paquet d'accords

C'est précisément pour cette raison que l'accord-cadre divise l'opinion publique. En effet, selon les termes de l'historien *Oliver Zimmer*, cela «modifierait fondamentalement l'ADN politique de la Suisse».⁴ La Suisse s'engagerait à reprendre automatiquement, à l'avenir, les lois de l'Union européenne; on parle alors, par euphémisme, d'une «reprise dynamique du droit».

Si, lors d'un vote populaire, le peuple suisse se prononce contrairement à ce que souhaite Bruxelles, l'UE se réserve le droit de prendre des «mesures compensatoires». En d'autres termes: si la Suisse vote «mal», elle s'expose à des sanctions.

La Confédération deviendrait ainsi une simple «DINO» (*Democracy in Name Only/Démocratie uniquement de nom*). Les votes populaires ne seraient plus que des rituels démocratiques sans aucun effet. Les actes juridiques de l'Union européenne auxquels se réfère le paquet d'accords seraient interprétés et appliqués conformément à la jurisprudence de la *Cour de justice de l'Union européenne*. Cela signifie qu'en cas de litiges juridiques entre Berne et Bruxelles, c'est en fin de compte une institution de l'UE qui trancherait. Il est évident en faveur de qui de telles procédures aboutiraient. En bref: si la Suisse adopte l'accord-cadre avec l'UE, ce serait la fin d'une réussite qui s'est construite au fil des siècles. Pour l'Europe, cela signifierait alors définitivement: extinction des feux!

Source: <https://www.straumedien.ch/p/die-letzte-kerze-europas>, 3 juin 2026.

(Cet article a également été publié sous forme de chronique

sur le portail de la «Freie Akademie für Medien & Journalismus», édité par le professeur Michael Meyen, spécialiste des sciences des médias, et Antje Meyen, journaliste diplômée.)

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.nzz.ch/schweiz/unerwueschtes-praejudiz-im-parlament-eu-freunde-wollen-befuerworter-des-staen-demehrs-zurueckbinden-doch-die-wehren-sich>

Id.10007914

² <https://www.degruyterbrill.com/de/document/doi/10.1515/ordo-2012-0124/html>

³ <https://www.amazon.de/Wir-schaffen-das-Andreas-Marquart/dp/3959720432>

⁴ <https://schweizermonat.ch/die-politische-dna-der-schweiz-wird-sich-grundlegend-veraen-dern/>